



LE PEUPLE



MAX ERNST, L'Ange du foyer,

Billet d'humeur,
Trump étrié, E. Destriez p. 2

Le Peuple, P. Lepetit p. 3

Un crépuscule démocratique
M. Constans p. 5

Peuple et Démocratie ou les Illusions
Perdus, P. Houque p. 7

Le peuple, la masse, les petites gens,
la foule, E. Destriez p. 9

Je serai des millions
D. Egido p. 11

Le cri du peuple
J.-P. Gallasse p. 13

Elever un Temple aux vertus
démocratiques, M. Constans p. 16

Artistes présentés à l'exposition
«Le Surréalisme» au Centre Pompidou :
Max Ernst (couverture),
Dali (p. 3 et 6),
Helen Lundeberg (p. 4 et 8),
Suzanne van Damme (p. 11),
Giorgio di Chirico (p. 15),
Wilhem Freddie (p. 18),

BILLET D'HUMEUR

TRUMP ÉTRIPE

Vous noterez que ces deux termes s'accordent parfaitement, ne serait-ce que par leur sonorité ! « Etriper » signifie faire sortir les entrailles. Eh bien, l'innommable moumoute jaune tient vraiment ses électeurs par les tripes ! Compte tenu de ses frasques, ses propos déplacés et sa vulgarité, nous nous interrogeons pour savoir qui sont ses électeurs. Or ces derniers ont au contraire un comportement très puritain et affirment haut et fort leur morale irréprochable et leur probité. Cherchez l'erreur !

Qui plus est, « moumoute jaune » ne s'excuse jamais et en rajoute toujours une couche, qui devrait définitivement l'exclure de toute sphère bien-pensante. Et cette sphère soi-disant bien-pensante, influencée par ses propos, est importante aux Etats-Unis où 70 % de la population est chrétienne, avec une forte majorité protestante, une myriade de mouvements adventistes, mormons, mennonites, baptistes, quakers ou encore darbystes, à la morale psycho-rigide, tout frémissants d'horreur devant un manuel d'éducation sexuelle.

Plus étrange encore, le comportement odieux du personnage politique avec la gent féminine. Pour quelles raisons 42 % des femmes américaines votent-elles pour lui ? On ne peut vraiment pas affirmer que son programme les favorise, ne serait-ce que par la façon dont il se vante de les attraper !

Tout cela échappe à la raison ! Une hypothèse que j'avance : nous ne sommes pas dans le domaine du choix politique mais de la réaction affective, car « Trump et tripes » se trouvent bien sûr sous la ceinture, au niveau des muscles dits « blancs ». Cette hypothèse pourrait être celle d'un Apprenti maçon réalisant studieusement son introspection. Il ne lui aura pas échappé que, si les apprentis francs-maçons portent un tablier de peau blanc, cela permet de protéger leur épigastre, comme l'écrit Jules Boucher. En poursuivant ses lectures, il en viendra fatalement à étudier C.G. Yung, en lisant *L'homme et ses symboles*, par exemple. En rapport avec le sujet du jour, il aura lu que nos muscles blancs, situés sous la ceinture, relèvent de nos affects liés à l'inconscient. Et notre inconscient, lorsqu'il se manifeste de façon imprévisible, emmène tout sur son passage : notre réserve habituelle, notre calme, notre self-control, bref notre raison.

Qui plus est, C.G. Yung démontre que nous ne sommes pas conscients en permanence. L'impression de continuité que nous avons de notre conscience n'est que l'œuvre du souvenir. La somme des phases conscientes d'une vie humaine ne dépasse pas la moitié ou les deux tiers de sa durée totale. Notre sacro-sainte conscience n'existe d'ailleurs pas dans les premiers temps de notre vie. Elle émerge tardivement de la vie inconsciente : le petit enfant présente une vie psychique sans conscience du moi que l'on puisse déceler. Cela explique pourquoi, pour chacun de nous, les premières années de la vie laissent à peine quelques traces dans nos souvenirs les plus lointains. Or notre inconscient fonctionne, lui, en permanence, sans repos et, par nos pulsions, nos affects, intervient dans notre comportement. Cette activité permanente est du reste indispensable pour notre survie, par exemple au niveau des réflexes, qui agissent avant même que nous y pensions.

Qu'il soit électeur de Trump ou pas, un individu a deux liens au monde qui l'entoure : la perception et la projection. La perception est ce que l'individu reçoit du monde par l'intermédiaire de ses sens : la vue, l'écoute, l'odorat, le goût et le toucher. La projection est ce qu'il y investit, c'est à dire les mirages, les chimères intérieures qui se plaquent sur l'objet, en interdisant la bonne perception. Car la projection estompe, modifie, travestit la perception, l'efface même pour être perçue à sa place, engendrant les phénomènes de refoulement qui créent notamment les complexes. Ces complexes jouissent d'une autonomie marquée : leur apparition ou disparition échappe à notre volonté. Ils sont semblables à des êtres indépendants qui mèneraient à l'intérieur de notre *psyché* une vie parasitaire.

Notre Apprenti studieux comprendra alors pourquoi le Vénérable Maître le met en garde contre les illusions qui le trompent : si le tablier qui le protège a pour but d'améliorer sa perception, il lui faut aussi travailler ses projections, c'est-à-dire travailler sur lui-même. Il découvrira que seule la prise en compte de son état d'être réel lui permet de composer avec son inconscient, non pas pour le maîtriser, mais simplement le rendre transparent, le connaître, en tenir compte, éliminant ainsi ces projections.

Cette brève incursion dans le fonctionnement de notre subconscient peut expliquer le comportement des électeurs de Trump, surtout que « moumoute jaune » ne s'excuse jamais. S'il s'excusait, il frustrerait ses électeurs de l'expression de leurs frustrations. En ne demandant pas pardon, il avalise le fait que toutes les turpitudes sont devenues légitimes.

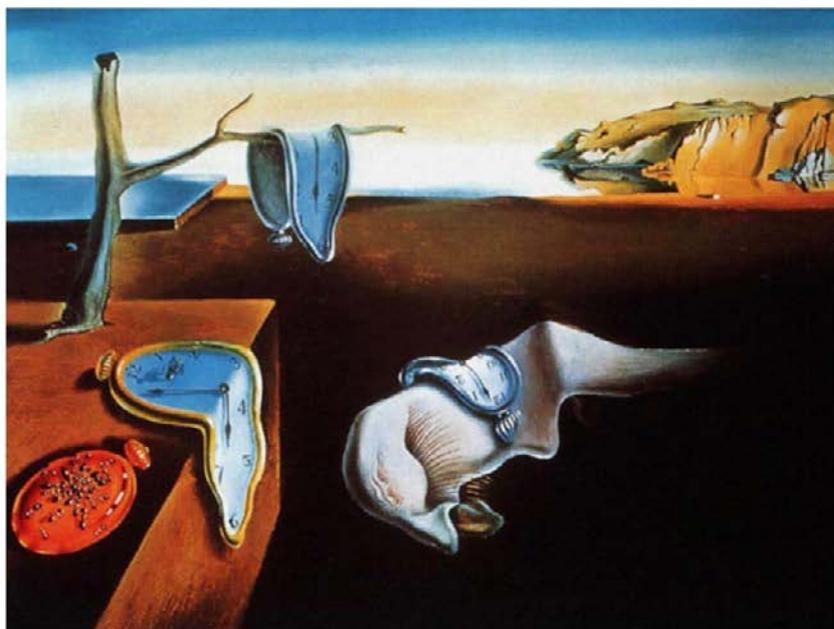
Alors, faut-il laisser les trumpistes trompéter ? Relisez Hannah ARENDT : *La propagande des mouvements totalitaires est invariablement aussi franche que trompeuse, et les aspirants à la dictature totalitaire commencent généralement leur carrière en se vantant de leurs crimes passés et en annonçant en détail leurs crimes futurs.*

S'il nous faut craindre une lame de fond capable d'emporter l'humanité, elle ne sera pas matérielle mais psychique.

Emile Destriez

BILLET D'HUMOUR DE YAKAYAKA

DALI SERAIT-IL À L'ORIGINE DES TEMPS PLIÉS ?



LE PEUPLE

Patrick Lepetit

Même si, lors des journées des 5 et 6 octobre 1789, le Peuple a ramené le roi à Paris, le nôtre, de monarque, «républicain», ajoute-t-on d'ailleurs parfois dans les salons sans voir l'incongruité de l'oxymore, celui qui nous gouverne aujourd'hui, passe imprudemment tous ses week-ends à Versailles en un lieu nommé «La Lanterne»... Et ce n'est en rien étonnant car not' bon Maître, donc, et son comportement aussi bien que celui des petits marquis poudrés de tous bords qui virevoltent autour de lui fleurent bon, non pas tant cet «Ancien Monde» anathématisé dont on nous a tant rebattu les oreilles que tout simplement l'Ancien... Régime !

Coupés, en effet, de plus en plus manifestement, du Peuple souverain dont ils sont censés être les représentants, nos dirigeants ne voient plus guère en lui, tous tant qu'ils sont, comme on le découvre régulièrement au gré de dérapages non-contrôlés mais aussitôt malencontreusement médiatisés, qu'un ramassis d'obèses qui sentent mauvais, de

fainéants et d'illettrés, de *sans-dents* et de réfractaires alcooliques et sales dont, sûrs de leur supériorité mais également très bien protégés par les forces de l'Ordre et la Loi, comme l'a opportunément rappelé la révolte des Gilets Jaunes, ils se gaussent mais s'effraient en privé, un doux frisson leur parcourant l'échine. On n'est maintenant même plus confronté à l'agressivité bornée dont certains avaient jadis fait un fonds de commerce politique, juste au mépris et à une incompréhension qui engendre une peur plus ou moins diffuse, plus ou moins avouée mais pousse aussi, et c'est nouveau, au contournement en voie de systématisation, des institutions et usages républicains. N'est-ce pas Churchill, après la guerre, qui, quoique fort peu républicain, prononçait très justement devant son Parlement ces mots dont nos éminences seraient bien avisées de se souvenir : *La démocratie n'est pas un lieu où on obtient un mandat déterminé sur des promesses, puis où on en fait ce qu'on veut. Nous estimons qu'il devrait y avoir une relation constante entre les dirigeants et le peuple. « Le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple » : voilà qui reste la définition souveraine de la démocratie...* Mais le problème, c'est qu'en France, le Peuple est précisément le corps politique qui fonde, par l'élection, la légitimité des représentants de la République et que, si l'on bafoue trop ouvertement ses droits et ses volontés, il se soulève plus ou moins violemment, plus ou moins immédiatement, mais trouve toujours, comme nous l'apprend l'histoire,



HELEN LUNDBERG

un exutoire à ses frustrations. Or, comme Jules Michelet, que peu de gens doivent encore lire aujourd'hui, l'écrivait en 1846 dans son livre *Le Peuple : Songez donc que ce peuple plus qu'aucun autre est, dans toute l'excellence et la force du terme, une vraie société. Isolez-le de son idée sociale, il redevient très faible*. Et il ajoutait, en des termes qui sonnent étrangement juste dans le contexte actuel où les forces politiques dites de l'arc républicain se sont tellement éloignées de lui, le Peuple, que d'autres, et pas des mieux qualifiés, peuvent clamer, comme ils viennent de le faire, qu'il est maintenant grand temps de refaire du Parlement la maison du Peuple : *Comment ne serait-il pas faible dans ce moment ? Il s'ignore ; on fait tout pour qu'il perde le sens de la belle unité qui fut sa vie ; on lui ôte son âme !*

Et comment lui ôte-t-on son âme, au Peuple ? En le noyant, par exemple, dans un flot abrutissant d'informations en continu mais non-vérfiées, non-classées, sans priorités ; en s'en prenant de manière inexpiable aux fondamentaux de l'école ; en ne tentant rien pour réparer l'ascenseur républicain en panne, en désignant à sa vindicte de commodes boucs-émissaires et de tant d'autres manières encore, fruits de l'irresponsabilité bavarde de nos prétendues élites plus que de l'improbable « complot » subodoré par certains, qui ont fini par le désespérer, le Peuple, bien conscient que la promesse républicaine d'un avenir meilleur pour ses enfants s'éloigne chaque jour un peu plus !

Mais revenons encore à Michelet et à son ouvrage précité, *Le Peuple*, donc, à propos duquel un préfacier¹ écrit ces lignes qui semblent si bien s'appliquer à notre présent : *Le héros de Michelet « garde le dépôt de l'instinct vivant ». Il crée, par son travail, la richesse*

de la nation ; il exerce sur l'ordre établi une pression salutaire : l'avenir lui appartient. Mais le présent, avec ses « servitudes » ? Un tyran le gouverne, maître de l'industrie, de la banque, de la monarchie : le bourgeois... Mais un bourgeois qui n'est pas serein : Que trois hommes, écrit Michelet, soient dans la rue à cause des salaires, qu'ils demandent à l'entrepreneur, riche de leur travail, un sol d'augmentation, le bourgeois s'épouvante, il crie, il appelle main-forte. Michelet, qui rêvait de la « Cité harmonieuse » réunissant tous les citoyens qu'il oppos[ait] à la société occidentale corrompue par l'orgueil et toujours tentée par l'inégalité, était fondamentalement attaché, comme nous, maçons, le sommes nous-mêmes, aux valeurs de la République, Liberté, Egalité, bien sûr, mais aussi Fraternité, lui pour qui le seul constructeur de la cité, justement, était l'amour. Fichu Romantique !

Mais, dans cette logique anglo-saxonne qui envahit l'habitus de notre personnel politique et semble le mettre sur la voie de la négation de l'existence même d'une souveraineté populaire, aussi bien que de l'intérêt général et de la volonté générale, peut-être est-ce le dessinateur de bandes dessinées Martin Veyron qui voyait juste en intitulant un de ses albums, en 1988, *Ce n'est plus le peuple qui gronde, c'est le public qui réagit* : il laissait ainsi entendre qu'au travailleur conscient de ses droits et de sa condition, œuvrant sans relâche à améliorer son sort et accessoirement à asseoir la souveraineté du peuple, a succédé pour le plus grand bonheur des élites auto-proclamées dont je parlais plus haut le consommateur avide de spectacle et de marchandise englué dans ce sinistre mouvoir de la pensée que sont les réseaux sociaux. ■

1. Paul Viallaneix : « Préface », in Jules Michelet : *Le Peuple*. Flammarion, collection Champs. Paris. 1974.

UN CRÉPUSCULE DÉMOCRATIQUE

Michel Constans

Jusqu'à la fin du xx^e siècle, les démocraties libérales représentaient le modèle idéal à reproduire mondialement. Au point que l'Américain Francis Fukuyama, dans une analyse politique, concluait à la *fin de l'Histoire*.

Depuis, la démocratie, en tant que modèle politique de gouvernance, est remise en cause, fondamentalement, jusqu'à ne plus être considérée comme le meilleur système garantissant l'administration équilibrée d'un pays et de toutes ses assemblées représentatives.

ILLIBÉRALISME

Le premier coup de semonce est venu de Hongrie, quand Viktor Orbán, après avoir déclaré lors d'une Université d'été de son parti, le Fidesz, que *l'ère de la démocratie libérale* touche à sa fin, *car* elle ne parvient pas à protéger la dignité humaine, étant incapable d'offrir la liberté, elle ne peut pas garantir la sécurité et ne peut plus maintenir la culture chrétienne, inaugura en conclusion le concept de *démocratie chrétienne* à l'ancienne (2018).

Cette déclaration s'appuyait sur le concept d'«illibéralisme», apparu dans les années 1990 puis rapidement mis en œuvre par les gouvernements hongrois et polonais en particulier. En France, l'illibéralisme fut décrit sous la plume de différents chercheurs, dont l'historien et politologue Pierre Rosenvalon. A l'origine de ce concept, la critique radicale de la prétention des démocraties occidentales à incarner un modèle universel, promoteur de la dignité humaine, des droits de l'homme et de la protection des plus démunis. C'était oublier que ces mêmes démocraties, par leurs agissements, leurs discours et leur mainmise sur la planète (colonialisme) s'étaient condamnées elles-mêmes aux yeux de l'histoire !

Puis vinrent des dénis de démocratie, comme le référendum français sur le projet de *Traité Constitutionnel Européen* de mai 2005, rejeté par 55 % des suffrages exprimés par 69 % des électeurs, pour finalement être repris en octobre 2007 dans le *Traité de Lisbonne*, comportant 359 modifications de traités existants, 13 protocoles et une dizaine de déclarations valant juridiquement la force de traités. Ne pas tenir compte de l'avis d'une nation en mettant en œuvre ce qu'elle a préalablement et démocratiquement rejeté par référendum illustre bien l'incapacité des démocraties à offrir aux citoyens le sentiment de peser réellement sur leur sort. Désormais le péril pesant sur nos démocraties ne vient plus des dictatures mais d'un désenchantement populaire. Un autre exemple significatif appartient à la Grèce qui, malgré un vote massif contre le plan de la dette proposé par la Commission Européenne, se vit imposer ledit plan par la

Banque Centrale et le FMI, avec toutes les conséquences sociales et économiques négatives toujours d'actualité.

MAJORITAIRE AUTORITAIRE

L'une des raisons du dépérissement de la démocratie représentative, c'est qu'en définitive elle s'avère, de plus en plus, inadaptée à la gestion d'enjeux économiques ou sociaux sur le long terme car, ne serait-ce que pour être élus et conserver leur mandat, les divers représentants du peuple doivent d'abord donner satisfaction à leurs électeurs sur le court terme. En définitive, ils ne veulent pas se faire élire pour défendre des idées, mais cherchent quelles sont les idées qui pourront les faire élire, ce que confirme une actualité politique française récente ou celle de la campagne américaine.

L'aboutissement de ce long processus est que la démocratie «à l'occidentale» n'est plus un modèle envié à copier, comme ce fut l'objectif de jeunes nations fraîchement indépendantes ; d'autant que, globalement, la dégradation du niveau de vie s'accroissant d'une génération sur l'autre, les gouvernés sont amenés à considérer que le déni d'expression qu'on leur oppose est la cause du non-respect des promesses faites. Ce que certains chercheurs en sciences politiques dénomment *l'épuisement du réservoir de la démocratie sociale*.

Pour ne pas sombrer dans une folie collective qui consisterait à faire toujours la même chose en s'attendant à un résultat différent, la démocratie illibérale, dont les régimes centralisés érodent progressivement les libertés individuelles, apparaît comme la bonne alternative aux démocraties basées sur les droits humains ou les libertés individuelles, jugées trop laxistes. La Hongrie, la Roumanie, l'Italie, Israël sont quelques exemples de démocraties ayant basculé vers un autoritarisme majoritaire, sans coup d'état et dans le strict respect de scrutins successifs, en réduisant pour cela l'incertitude des élections par tous moyens appropriés, dont la réduction de leur fréquence, l'avantage donné aux scrutins majoritaires, le contrôle des médias et des contre-pouvoirs *etc.* Un national-populisme illibéral en quelque sorte, défendant une majorité au détriment de l'Etat de Droit, dont l'autoritarisme vise prioritairement à abattre le pluralisme. Ne reste plus qu'à raviver le nationalisme qui sommeille dans toutes les nations pour aboutir à une crispation identitaire

Ces phénomènes ont été analysés par Pierre Rosenvalon dans sa *Théorie des indéterminations de la démocratie* : il y rappelait que les éléments qui fondent la démocratie, ceux du pouvoir et du peuple, sont toujours restés ouverts à de multiples interprétations, y compris contradictoires.

DÉMOCRATIE EXPÉDIENTE

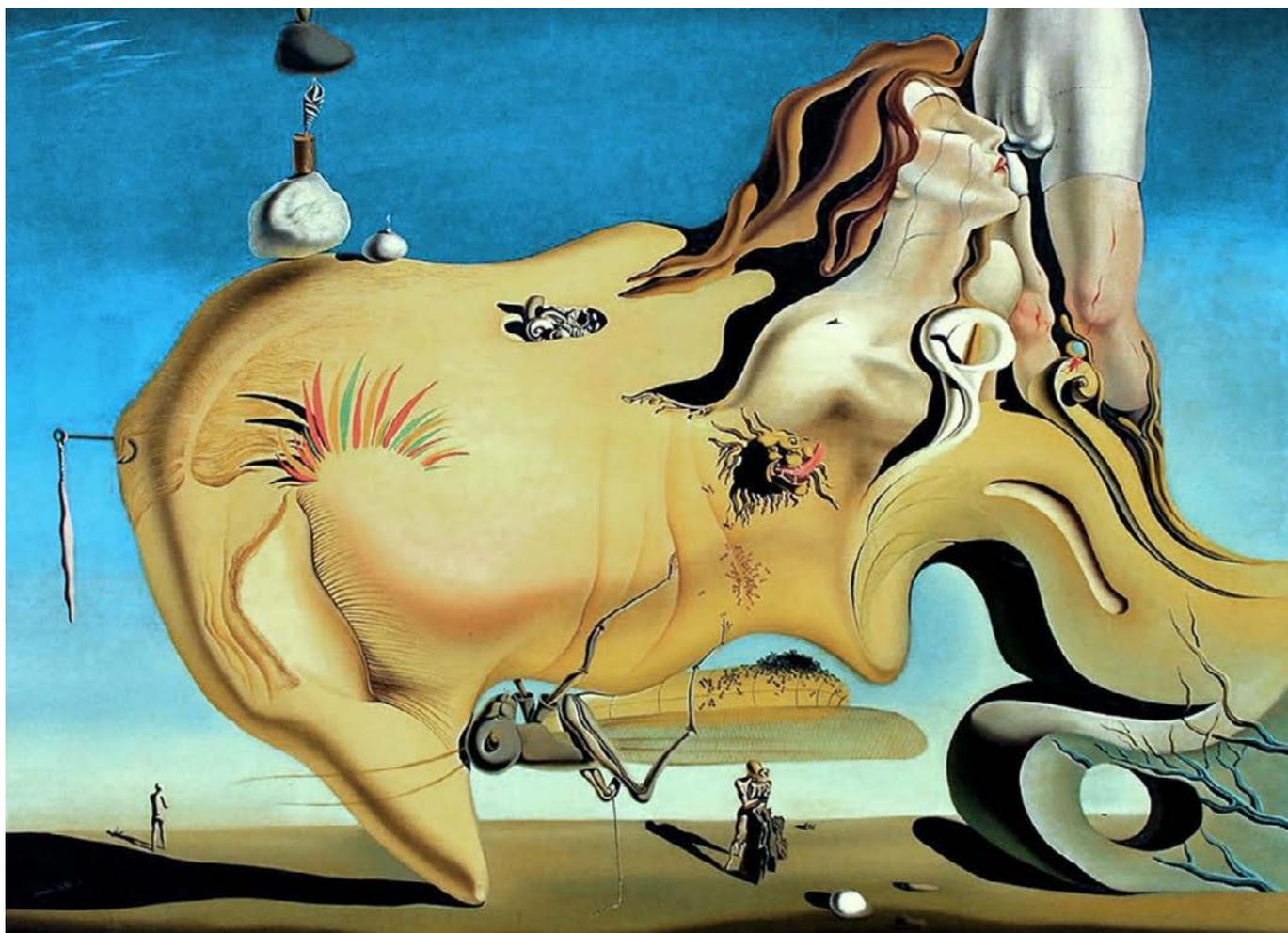
Paul Valéry écrivait, dans *La Crise de l'Esprit* (1919) : *Nous autres, civilisations, nous savons que nous sommes mortelles.* Aujourd'hui, il en est des civilisations comme des démocraties, d'autant que *les démocraties illibérales actuelles ne mettent en place ni censure ni parti unique, préférant assécher l'écosystème du pluralisme.* Démocratiquement élus, les dirigeants privent progressivement la population de ses droits fondamentaux, en restreignant l'indépendance de la justice comme les moyens des contre-pouvoirs, sans oublier le contrôle tatillon des structures universitaires et des organismes de presse.

En fait, la démocratie illibérale n'existe pas car, si elle était illibérale, elle n'aurait plus rien de démocratique. Il serait donc préférable de la qualifier d'autocratique ou d'expédiente, ce qu'elle est en réalité ; c'est pourquoi, l'illibéralisme se définit plutôt comme un régime politique hybride combinant une légitimité, issue d'un scrutin démocratique, avec une concentration de pouvoirs aboutissant à la gestion répressive des libertés individuelles hors de toute référence aux droits de l'homme.

Historiquement, après la crise de 2008, la classe politique, qui avait soutenu inconditionnellement la mondialisation financière, économique et illibérale avait, en retour, subi les attaques d'exclus, victimes des concentrations économiques et des délocalisations. En réponse,

les élus de droite mis en cause répliquèrent aux revendications populaires en dénonçant les minorités, les corps intermédiaires et les administrations, se gardant bien de s'intéresser aux privilèges variés des détenteurs de capitaux et du patronat international, pour initier un discours politique identitaire. Rien qu'en Europe, on constate que la contamination illibérale atteint progressivement tous les pays, renforçant l'idéologie mondialiste selon laquelle la souveraineté populaire représente un danger pour les libertés individuelles, selon le discours des penseurs libéraux alarmés par la montée historique des principes démocratiques, depuis 1789.

Pour reconstruire une démocratie libérale, complexe et contradictoire, associant souveraineté du peuple et état de droit, libertés individuelles et libertés collectives, pluralisme et délibératif, représentativité et grands équilibres, il faudra l'ouverture de grands débats nationaux suivant les inévitables contestations de masse à venir. La crise des gilets jaunes en aura été l'un des prémisses. Comme la Franc Maçonnerie s'interdit d'intervenir directement dans de tels débats politiques profanes, elle incite les FF.° et SS.° à s'investir dans la société civile ou politique pour contribuer à l'amélioration de la société. Reconstruire la République est non seulement l'actualité des Loges, mais reste toujours la mission première du Franc Maçon, celle de rebâtir le Temple détruit en construisant son Temple intérieur. ■



DALI, Le grand masturbateur

PEUPLE ET DÉMOCRATIE OU LES ILLUSIONS PERDUES !

Patrick Houque

*Tout ce qu'il faut pour que le mal triomphe,
c'est que les braves gens ne fassent rien.*

Edmund Burke

14 juillet 1789 : le peuple, à son insu, impose la démocratie à la monarchie... ou *Les Illusions perdues*...

Ce *peuple* révolutionnaire, qu'on remobilise pour la *Commune*, nourrit l'imagination de Delacroix. Devenu *populaire*, il est moins glorieux et fréquente les guinguettes, béret sur l'œil, foulard noué autour du cou et marinière... Manque la baguette de pain sous le bras. L'écart est grand mais faut-il attendre autre chose d'un *peuple* dont la sagesse, si souvent invoquée, nous enseigne *Tel père, tel fils* mais aussi *A père avare, fils prodigue* : déjà le *en même temps* ?

Constamment invoqué, rarement invité, éternel désabusé, le Peuple traîne son statut de faire-valoir de siècle en siècle et de territoire en territoire... Il en aura servi des maîtres et des tyrans, il en aura traversé des déserts et des épreuves en quête d'une Terre Promise toujours plus lointaine, d'un Graal qui sauverait le royaume d'un roi pêcheur devenu impuissant comme les dieux qu'il incarne !

Et Sisyphe roule son rocher... *Il faut imaginer Sisyphe heureux quand il redescend d'un pas lourd mais égal vers le tourment dont il ne connaîtra pas la fin... Il devient supérieur à son destin.* (Albert Camus)

Mais peut-on se contenter d'un tel constat ? On vantera la résilience, mot magique, panacée de toute crise, objet d'admiration qui dispense de s'interroger sur le fond des malheurs survenus. Résilience des Hébreux, traversant les captivités et les déserts poursuivis par la rancune d'un Dieu jaloux qui ne voit qu'un peuple à la nuque raide (*Exode 32, 9*). Et quand le pouvoir des dieux passe au pouvoir des hommes, la folie de l'*hubris* entraîne les pires massacres. De l'Inquisition aux génocides, on justifie tout au nom de la *Cause* : *Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens* (Béziers, 1209), *Il vaut mieux tuer un innocent que de garder en vie un ennemi* (Pol Pot).

Et pourtant les bons sentiments ne manquent pas, on ne pense qu'au bonheur du peuple. La *Déclaration des droits* déposée par Robespierre en avril 1793 dit expressément : *Art. 14. Le peuple est le souverain ; le gouvernement est son ouvrage et sa propriété ; les fonctionnaires publics sont ses commis. Le peuple peut, quand*

il lui plaît, changer son gouvernement et révoquer ses mandataires. [...]

Encore si près de nous, le petit livre rouge n'a pas d'autre ambition que de rétablir une justice sociale. Les moins amnésiques des années soixante-dix ne pourront nier l'attrait qu'exerçait l'espoir de l'arrivée du matin du grand soir, de la fraternité universelle, en brandissant le poing à l'abri des amphes et en lisant *La Cause du Peuple*... Il faudra patienter bien des années pour que, devenus septuagénaires, ils ne viennent sur les plateaux télé aseptiser leurs engagements d'antan en les attribuant à la fougue d'une jeunesse en mal d'idéaux, dont certains dégagent même encore du positif après tant de massacres : *Grâce à l'héritage de l'époque maoïste : un système éducatif efficace, un secteur scientifique performant, l'habitude de la discipline au travail, un socle industriel solide, une main-d'œuvre d'origine paysanne en quantité illimitée, un Etat-Parti bien installé, autoritaire et respecté*, la Chine a pu se lancer dans le développement capitaliste avec des chances importantes de succès [...] (Alain Badiou). Le philosophe considère également que *les conséquences humaines du goulag et de la révolution culturelle ne doivent pas conduire, concernant le communisme, à jeter le bébé avec l'eau du bain* [...] *la démocratie n'est rien d'autre qu'un outil de propagande du capitalisme*. Pour moins que cela, certains furent condamnés pour *apologie de crime contre l'humanité*.

On nous parle de *chair à canons* à l'Est, de *dommages collatéraux* au Proche-Orient : il serait plus honnête de bien nommer les choses et d'avouer que le peuple n'est composé que de *gens qui ne sont rien*, de non-pensants ou pire de mal-pensants qu'il convient d'éduquer ou de rééduquer... Nous sommes tous responsables en fermant les yeux sur les massacres qui nous dérangent, tout en dénonçant ceux qui croisent nos haines et rancœurs historiques ou ancestrales.

Quand Balzac, avec *La Comédie Humaine*, se pique d'être le secrétaire de la Société française, il souhaite écrire l'histoire oubliée par tant d'historiens, celle des mœurs mais, disciple de Bonald, il estimera qu'un *écrivain doit avoir en morale et en politique des opinions arrêtées, il doit se regarder comme un instituteur des hommes* [...] *L'homme naît avec des instincts et des aptitudes* [...] *mais l'intérêt développe énormément*

ses penchants mauvais. Voilà un ordre social en grand danger de perdition et des personnages bien dépourvus si la religion, *et surtout le catholicisme*, n'apportaient pas de solutions : *j'écris à la lueur de deux Vérités éternelles : la religion et la monarchie...* Après la Bastille en 1789, les Trois Glorieuses de 1830, la Campagne des Banquets de 1848 et la Semaine Sanglante de la Commune en 1871, comment en revient-on à ce discours ? La bourgeoisie et la noblesse monopolisent-elles à ce point l'espace social que le secrétaire de *La Comédie Humaine*

en oublie de *raconter le peuple* ? C'est que, pour Balzac le légitimiste, il n'y a pas de place pour la masse ignorante et pauvre qui, parvenue au pouvoir, *renverserait inutilement l'ordre social, donc ni fusil aux mains du peuple, ni pouvoir.*

Quoi de nouveau sous le soleil ?

Le peuple peut, quand il lui plaît, changer son gouvernement et révoquer ses mandataires proclamait Robespierre, encore faut-il que les dirigeants l'acceptent !!! ■



HELEN LUNDEBERG

LE PEUPLE, LA MASSE, LES PETITES GENS, LA FOULE...

Emile Destriez

L'homme, animal social évolué, a su s'organiser en masses conquérantes qui ont colonisé la planète et supplanté toutes les autres espèces. La guerre et la religion sont au final des éléments socialisants qui ont donné à l'homme sa puissance. La religion par exemple est un phénomène humain majeur qui structure notre vision du monde, sauve de l'incertitude un grand nombre d'individus et..., comme tous les phénomènes de massification, engendre d'immenses malheurs...

Examinons ces terrifiantes merveilles !

L'histoire démontre que les grands mouvements de population sont liés à la massification : invasions colonisations, évangélisations... Or les excès de la masse dépassent ce que l'on appelle l'humanité pour tomber dans l'horreur absolue. Le peuple, la foule, bref les masses humaines se domestiquent, oui, mais jusqu'à un certain point. Quelques exemples de masses en action qui gomme l'individualité : le groupe d'adolescents qui s'acharne sur un enfant ; la foule qui lapide la femme adultère ; la frénésie de la foule au stade lors d'une rencontre sportive ; les exécutions publiques ; l'affrontement de deux armées ; le lynchage ou assassinat collectif ; la meute de chasse...

Il n'y a pas d'explication au phénomène de masse. Nous ne pouvons que le constater. Mais rien ne dit que nous ne pourrions pas en faire partie. Des gens hautement cultivés peuvent être attirés par les mouvements de masse. Des auteurs renommés, tels que Elias Canetti (*Masse et puissance*) ou Hannah Arendt (*Les origines du totalitarisme*) ont étudié le comportement des masses. Voici quelques-unes de leurs réflexions.

Elias Canetti précise que les masses sont totalement désinhibées et s'affranchissent de toute morale. Comment s'opère cette modification de comportement dans notre rapport à l'autre ? L'auteur démontre que, paradoxalement à son attirance pour le groupe, chacun de nous, à des degrés différents, a la phobie du contact physique avec l'autre. Cette réaction remonte à la formation de notre psychisme, lorsque l'homme chassait pour survivre. Contrairement aux autres animaux, la peau de l'homme n'est pas protégée par une épaisse

fourrure ; elle se déchire si facilement ! Alors, pour se protéger et lutter contre cette phobie du contact avec l'inconnu, on se cale dans des maisons. Cette peur irraisonnée, cette phobie ne nous quitte pas lorsque nous nous mêlons aux passants. Dans la rue, le train ou l'autobus, nous évitons leur contact. Sauf lorsque cela nous procure un plaisir et surtout lorsque le rapprochement vient de nous-même. Ce comportement instinctif est mis en évidence par la vivacité des excuses que l'on reçoit lors d'un contact involontaire, réaction qui correspond à un nœud de réactions psychiques centrées sur la peur de l'inconnu.

Question : la franc-maçonnerie, par la pratique de la fraternité et des rituels, annihile-t-elle cette pulsion de rejet de l'autre ? Assurons-nous déjà que la structure de la Loge et son fonctionnement suppriment l'effet de masse !

*[...] dans la masse,
l'individu a le sentiment de franchir
les limites de sa personne.*

Car, dans la masse, et dans la masse seulement, l'homme peut être libéré de cette phobie. Dans ce cas, on ne fait pas attention à qui vous presse : tous sont égaux entre eux, aucune différence ne compte, même celle du sexe. Et l'on se comporte comme si l'autre était un autre nous-même. La masse gomme notre individualité, ignore l'individu. Au sein de la masse règne l'égalité. Une égalité absolue, indiscutable : une tête est une tête de la masse, un bras un bras de la masse... Il y a plus grave, dans la masse, l'individu a le sentiment de franchir les limites de sa personne. Il se sent soulagé puisque sont supprimées toutes les distances qui l'enfermaient en lui-même.

Poursuivons notre propos sur les masses : la masse a besoin d'une direction. Cette direction, qui est commune à tous ses membres, renforce le sentiment d'égalité. La densité du groupe procure la sensation

d'égalité et chacun perd la conscience de ses différences. Le but de la masse se situe alors en dehors de chaque individu : identique pour tous, il masque les buts privés, inégaux, qui seraient la mort de la masse. C'est à partir de ce besoin d'une direction que la domestication des masses s'est organisée. Dans les grandes religions, les religions à prétention universelle qui prêchent l'amour, une fois que nous sommes devenus doux comme des agneaux et pleins d'amour, le ton de la propagande change : à l'amour universel succède le troupeau docile. Il est courant alors de considérer les fidèles comme des brebis et de louer leur obéissance. Les partis totalitaires visent et réussissent aussi à organiser les masses. Ils dépendent en effet de la seule force du nombre. Hannah Arendt rappelle le danger des phénomènes de masse dans son ouvrage célèbre, *Les origines du totalitarisme*. Elle explique que le sentiment d'inutilité caractérise « l'homme de masse » : *ce sentiment découle du chômage de masse et de la croissance démographique des cent-cinquante dernières années et prédomine dans le mépris de la valeur de la vie humaine. Là où de vastes masses sont superflues, le régime totalitaire est possible.* (Comme vous le constatez avec effroi, ce texte écrit il y a 70 ans est toujours d'actualité !)

Pour Hannah Arendt, le terme de « masse » s'applique à des gens qui, soit du fait de leur seul nombre, soit par indifférence, ne peuvent s'intégrer dans aucune organisation fondée sur l'intérêt commun, qu'il s'agisse de partis politiques, de conseils municipaux, d'organisations professionnelles ou de syndicats. Les masses constituent la majorité de ces couches de gens neutres et politiquement indifférents qui n'adhèrent jamais à un parti et votent rarement. Les partis totalitaires recrutent leurs adhérents dans ces masses de gens apparemment indifférents auxquels les autres partis ont renoncé.

Cela permet d'introduire des méthodes de propagande nouvelles et de rester indifférent aux arguments des opposants politiques : plutôt que la persuasion, un parti totalitaire préfère les méthodes qui mènent à l'élimination des opposants, ce qui induit la terreur plutôt que la conviction. Le premier travail d'un mouvement totalitaire est donc de liquider les classes sociales et associations professionnelles, bref les structures de la société, de façon à obtenir une masse indistincte et docile.

Les partis totalitaires recrutent leurs adhérents dans ces masses de gens apparemment indifférents auxquels les autres partis ont renoncé.

Lorsque les forces totalitaires envahissent les parlements, c'est qu'elles ont réussi à convaincre une grande partie de la population que les majorités parlementaires sont factices et n'ont pas d'utilité, ce qui semble démontré par le fait *qu'elles n'ont pas respecté les consignes de vote des électeurs*. (Cette assertion ne vous semble-t-elle pas étrangement d'actualité ?)

Dans la masse, l'inévitable repli sur soi va de pair avec un affaiblissement de l'instinct de conservation.

Lorsque le régime totalitaire est installé, dans une société totalement atomisée sur le plan social, l'individu se retrouve totalement isolé et comprend que sa vie et celle de sa famille dépendent non

des concitoyens mais exclusivement de l'humeur d'un régime en face duquel il se retrouve seul sous prétexte d'égalité. Les dirigeants nazis prétendaient que les désaccords viennent toujours de sources profondes, naturelles, sociales ou psychologiques qui échappent au contrôle de l'individu, donc de la raison. Cela était une force dès lors qu'ils s'adressaient à des gens qui étaient hostiles à tous les partis.

Une différence essentielle entre la dictature et le groupe totalitaire est le fait que la dictature s'attaque aux opposants du régime et le groupe totalitaire, de façon large, *aux inoffensifs citoyens qui n'ont pas d'opinion politique*. (Et cela sans limite car toute organisation totalitaire a besoin d'un « bouc émissaire » qui justifie l'absence de réussite : l'étranger en premier lieu, puis l'inconnu, puis le voisin, puis le frère...).

L'une des caractéristiques de la masse est la suppression de l'individualité : la foule est anonyme. Anonymat que l'on retrouve lorsque s'exprime la masse des internautes sur les réseaux sociaux, libérant l'intervenant de toute entrave morale et contribuant largement au complotisme. Il va sans dire que les arguments avancés relèvent la plupart du temps du biais cognitif et sont infondés ! Cet anonymat des réseaux sociaux mène directement au populisme...

Cependant, si la masse ignore l'individu, *a contrario* la société marchande assure la promotion de l'individualisme. Or l'un et l'autre limitent l'évolution de la personnalité. Seule la démarche initiatique permet de développer l'individualité car, dans ce cas, l'union différencie ! ■

JE SERAI DES MILLIONS

Danielle Egido

Un million, des millions, un peu plus ou un peu moins ? Combien faut-il donc être pour incarner le peuple ? Si polysémique soit-elle, la notion de «peuple» est associée impérativement à une idée de nombre. Au départ un pluriel, une somme d'individus, pour se métamorphoser en un masculin singulier : le peuple qui aurait alors en commun un destin, son destin ?

Je reviendrai et je serai des millions : telle est la citation complète prêtée à Spartacus, peu avant sa mort. Né libre en Thrace, entre Grèce et Bulgarie, cent ans avant notre ère, Spartacus est enrôlé de force par l'armée romaine. Il déserte mais sera repris. C'est alors qu'il est vendu sur un marché d'esclaves. Un laniste, marchand de gladiateurs, sans doute subjugué par la musculature prometteuse de

l'esclave, le ramène chez lui où Spartacus rejoindra les quelque deux-cents gladiateurs entraînés au combat. Erreur fatale ! Mais comment le marchand aurait-il pu imaginer que tous ces hommes allaient pouvoir trouver un terrain d'entente et que sa dernière acquisition allait mettre le feu aux poudres ? La perspective de devenir le clou du spectacle des jeux du cirque pour divertir les patriciens désœuvrés ne les réjouissait guère. Qu'à cela ne tienne : ils sont nombreux et veulent vivre libres. Sous la houlette de leur chef Spartacus, ils rejoignent les grandes propriétés rurales où travailleurs agricoles et esclaves ne tardent pas à les rejoindre après avoir fait main basse sur tous types d'outils pouvant servir d'armes. Ils feront trembler l'armée romaine. Ils seront presque une armée, d'esclaves et de rebelles, qui, en 73 avant notre ère, atteint les 100 000 hommes. Les légions romaines n'ont qu'à bien se tenir ! Mais Rome, humiliée,



SUZANNE VAN DAMME, Composition surréaliste 1943-1947

enverra Crassus pour mettre un terme à cette rébellion d'esclaves. Mission accomplie : vainqueur, il rentrera à Rome avec 6 000 esclaves, qui seront crucifiés sur les deux-cents kilomètres de la Via Appia, entre Capoue et Rome. On ne badine pas avec l'échelle de l'ordre de la valeur marchande à Rome : patriciens, plébéiens, chevaux, esclaves et enfin autres animaux. Au II^e siècle avant notre ère, 20 % de la population romaine est esclave. Ce sont en général les vaincus des guerres de conquête, nés libres dans leur région d'origine. Spartacus deviendra le héros de la III^e guerre servile.

Quelles réflexions sur le lien démocratie et peuple peuvent nous inspirer ces faits. Au IV^e siècle avant notre ère, quand la démocratie athénienne comptait 250 000 esclaves, soit un habitant sur deux, voici le commentaire d'Aristote : *Il est évident qu'il y a par nature des hommes qui sont libres et d'autres des esclaves et que, pour ces derniers, la condition servile est à la fois avantageuse et juste.* Spartacus inspirera dans l'imaginaire général, des siècles durant, la prise de conscience d'une force collective au service d'une cause juste : en 1960, le film « Spartacus » de Stanley Kubrick où Kirk Douglas incarne le super héros y contribua.

D'ISRAËL OU D'AILLEURS : PEUPLE ET TERRITOIRE.

L'occurrence du mot « peuple » et ses différentes acceptions témoignent d'une polysémie suffisamment large pour que chacun puisse s'en emparer presque goulûment, mais savons-nous comment les peuples de « la nuit des temps » se percevaient eux-mêmes ? Une chose est sûre, il faut bien reconnaître que *l'Ancien Testament* prend une initiative innovante : l'espèce humaine est le peuple de Dieu, dont l'élu sera celui d'Israël... Tant pis pour les autres ! Le mot « peuple » va alors désigner un sujet collectif soumis à une autorité.

En espagnol, le mot *pueblo* désigne à la fois le peuple et le village, le *populus* romain et le *dèmos* athénien. Le « pueblo-village » est donc un lieu, avec les gens qui y vivent : le territoire de la cité commune et une collectivité solidaire, soumise à la protection d'une instance supérieure. Ce sera le pouvoir du seigneur au Moyen-Âge puis le pouvoir royal, celui du roi de droit divin, qui se doit d'être un bon roi puisque sa souveraineté est d'essence divine. Le peuple devient l'objet du gouvernement tandis que le roi doit attention au peuple. Gouvernants et gouvernés... car, c'est bien connu : le peuple a besoin d'être guidé et chacun doit être à sa place. De l'ordre, que diable !

Il y en aura trois : trois Ordres, et voilà théorisée l'idéologie de l'inégalité de l'Ancien Régime. Premier Ordre : le clergé, 1 % de la population, a pour mission de s'occuper des âmes, de conduire le peuple sur la voie du salut. Le Deuxième Ordre : la noblesse, 1 à 2 % de la population, réunit la noblesse d'épée censée défendre le pays et la noblesse de robe en charge des fonctions du gouvernement. Le Troisième Ordre étant le Tiers-Etat, c'est-à-dire ceux qui n'appartiennent à aucun des deux

premiers Ordres : 97 à 98 % de la population, parmi lesquels 80 % sont des paysans pauvres. Ce petit peuple, qui grouille et dont on appréhende les débordements, ne doit jamais menacer l'ordre des Ordres !

Mais voici la Révolution Française qui gronde. Les députés du Tiers-Etat, qui représentent les 90 centièmes de la Nation au sein de l'Assemblée Nationale Constituante, abolissent le 4 août 1789 les privilèges de la noblesse et du clergé, les droits seigneuriaux et la dîme. Le coup de grâce à l'Ancien régime sera donné avec la proclamation de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, le 26 août de la même année. Officiellement abolis, ces privilèges, et « déclarés », ces droits ! Certes, mais qu'en est-il chez nous deux-cent trente-six ans plus tard ?

LE PEUPLE A-T-IL TOUJOURS RAISON ?

A l'évidence, non. Face à l'Histoire, le peuple « lobotomisé » par les discours haineux d'un petit peintre raté mais aux talents oratoires redoutables, non, ce peuple n'avait pas raison ! Cette très grande majorité d'Allemands n'était pas du bon côté de l'Histoire, bras droit tendu reprenant le salut romain tout en scandant un *Heil Hitler* qui fera trembler le monde entier. Et pourtant, qu'en est-il de cette idéologie nazie mortifère soixante-dix-neuf ans plus tard ?

Où se tenait le peuple espagnol, de 1936 à 1939, durant cette terrible guerre civile fratricide, si ce n'est dans les deux camps ennemis, Républicains et Nationalistes franquistes, souvent au sein d'une même famille ? L'Histoire finira par donner raison aux perdants avec le retour à la démocratie en 1978... mais la plaie est restée ouverte.

Au Chili, évoquer le peuple, c'est entonner ce fameux chant de lutte *El pueblo unido jamás será vencido* (le peuple uni ne sera jamais vaincu), que le groupe Quilapayun porta partout comme une arme en galvanisant les foules acquises à la cause d'Allende. Que dire du lien entre peuple et démocratie quand la plus puissante démocratie du monde, grâce à l'action de la CIA, parvient à faire chavirer un gouvernement de gauche élu, pour installer au pouvoir un général Pinochet qui imposera une répression sanglante pendant toute la durée de sa dictature. Dans ces conditions, le peuple uni ne pouvait qu'être vaincu, au point que certains se posent la question : et si, en plus d'être « uni », le peuple avait été armé ? *El pueblo armado jamás será vencido* ?

LES MOTS PERDENT DE LEUR PERTINENCE

Celui de « peuple » en ferait-il partie ? Que de fois n'est-il pas convoqué dans le seul but de légitimer une affirmation délicate ! Chacun y va de sa référence au « peuple », de tous les bords et dans toutes les langues. Serait-il l'alpha et l'oméga de la solution pour parvenir à ses fins : le pouvoir ? *Ce n'est pas le peuple qui choisit ses représentants*, affirme Jacques Rancière, *mais c'est le système de représentation qui crée le peuple.* ■

LE CRI DU PEUPLE

(TITRE DU JOURNAL DE LA COMMUNE DE PARIS,
CRÉÉ PAR JULES VALLÈS EN 1871)

Jean-Pierre Gallasse

A quoi se réfère le mot «peuple»? Vieille question qui taraude les sciences sociales. Le mot ferait partie de ces concepts à géométrie variable qui doivent leurs vertus politiques ou mystificatrices au fait que chacun pourrait en manipuler l'extension pour l'ajuster à ses intérêts, à ses préjugés ou à son mode de pensée (Jules Vallès, *L'Insurgé*). Il en est ainsi pour les politiques qui en appellent au peuple au prix de confusions savamment entretenues pour n'entendre que ce qui leur convient, sauf à s'offusquer le jour où la révolte gronde, laquelle sera vite qualifiée de «populiste» ou de «dérive populiste». Cette expression de «populisme» est devenue un élément de langage permettant à nos gouvernants et à leurs penseurs de discréditer toute résistance à leur pouvoir. On exalte le principe de souveraineté du peuple, mais on fustige le peuple quand il prend conscience des injustices sociales qui l'accablent et qu'il proteste contre le gouvernement. Étrange posture en un régime démocratique qui se définit comme *le gouvernement du peuple par le peuple*.

Je parlerai donc ici du peuple, dans une signification explicitement positive, comme point de résistance contre un mode de gouvernement de la Cité. Cette résistance exprime cette liberté de rompre avec l'intolérable dans ce que peut comporter l'exercice d'un pouvoir des dominants. Cette liberté, par conséquent, n'a rien de métaphysique. Au contraire, elle est toujours contingente, ponctuelle et liée à une configuration spécifique des rapports de pouvoir. Et pourtant, précisément à cause de cela, elle possède, d'après Foucault, une force d'*insoumission* que l'on ne devrait pas sous-estimer (Michel Foucault, *Le sujet et le pouvoir*)

Quand Vallès, dans *L'Insurgé*, fait référence à l'engagement du Peuple de Paris dans la Commune de 1871, il ne parle pas seulement d'un fait sociologique. Sous sa plume, le peuple est d'abord une force historique active. Parler du peuple, c'est pour lui valoriser une foule qui se transforme en un sujet politique, porteur d'un désir d'unité pour rompre avec l'ordre des choses. Agissant comme un opérateur de subjectivation, le nom

de «peuple» incarne dans le récit de la Commune de 1871, mais plus largement dans le récit imaginaire qui a été construit autour des grands moments fédérateurs de l'histoire des révolutions, une force qui infléchit le cours de l'Histoire. Ce nom de «peuple» servirait donc à désigner, ici, le refus de l'exploitation. Il permet de désigner le processus dans lequel ces formes diverses d'exploitation trouvent leur origine.

Au ^{xxi} siècle, ce nom de «peuple» fait son retour d'abord par le «Printemps arabe» qui a vu des femmes et des hommes, d'abord de milieu populaire, se soulever et s'unir autour de l'opposition à un régime despotique et de la revendication d'un changement démocratique. Par le «mouvement des places» ensuite qui, de Madrid à New-York et d'Athènes à Istanbul, affichait son indignation contre la minuscule minorité qui privatise le monde. Par le mouvement des «Gilets Jaunes», enfin, qui s'est opposé à un monde construit par les dominants, au moment même où ceux-ci rêvaient et tâchaient de faire partager leur rêve, en architectes du *nouveau monde*.

Une expression commune scandée sous des formulations un peu variées, rassemblait ces différentes formes de contestation : *Nous sommes le peuple*. Dans toutes ces manifestations où se sont affirmées des expériences collectives populaires, nous assistions au retour du peuple sur la scène politique. *Nous sommes le peuple* ne venait pas créer une totalité organique mais venait signifier une convergence d'actions revendicatives diverses, une forme de sociabilité politique dans laquelle ont pu s'expérimenter des actions collectives pour affirmer une autre manière d'être, une autre manière de *faire monde*, à l'écart de celle qui est dominante : *Nous sommes le peuple* opposait un autre monde à celui qui repose, selon l'expression de Rancière, sur cette part occulte ou déniée des *sans-parts*, c'est-à-dire celles et ceux, invisibles, dont les voix et les actes étaient devenus inaudibles dans ce que nous nommons l'espace démocratique.

Le peuple est la puissance indiscutable de légitimation du régime démocratique. Le problème est que c'est une puissance indéterminée (Pierre Rosanvallon, *Penser le populisme*). Quand surgit le peuple comme sujet politique collectif formé par l'ensemble des citoyens partageant la même indignation, les critiques sont nombreuses par les hommes et les femmes politiques, par les faiseurs d'opinion, journalistes et autres commentateurs professionnels de l'actualité les plus en vue. Ce peuple se voit stigmatisé et caractérisé par son manque de culture et par le fait de se laisser déterminer par les émotions plutôt que par l'argumentation réfléchie.

Le peuple, ici, est plus proche de la «plèbe» ou de la «populace» des auteurs qui, de Platon à Hegel, ont fait le procès de la démocratie. Aussi, quand bien même on accorderait que le peuple possède par lui-même une unité, c'est sa capacité politique qui lui est contestée dans ces moments de révolte. Le peuple serait

l'irrationalité même. L'argument est ancien : Platon est sans doute le premier à le formuler nettement, associant ainsi démocratie et ignorance. Les individus en foule, souligne Socrate dans le *Gorgias*, perdent leur capacité de jugement, disposés qu'ils sont à se laisser flatter par les orateurs. Rousseau disait du peuple qu'il est une *multitude aveugle qui ne sait pas ce qu'elle veut, parce qu'elle sait rarement ce qui lui est bon*. Hegel paraissait lui faire écho quand il affirmait, dans le cadre d'une réflexion sur la représentation des États dans le pouvoir législatif, que ce que l'on appelle généralement le peuple est cette partie des membres d'un État *qui ne sait pas ce qu'elle veut*.

Quand les majorités qui se succèdent au gouvernement au gré des alternances électorales n'apparaissent pas comme incarnant de véritables alternatives, mais ne proposent plus que des variations à la marge d'une seule et même politique, il est assez compréhensible que celles et ceux qui ont des raisons, quelles qu'elles soient, de n'être pas satisfaits de cette politique se détournent de la classe politique aussi bien que des institutions auxquelles elle paraît liée.

Lorsque le mouvement des « Gilets Jaunes », en novembre 2018, provoquant immédiatement un taux d'approbation allant jusqu'à 75 % de la population, il s'oppose à la *doxa* qui inspire la raison gouvernementale, celle dont se réclament de façon unanime tous les partis dits « de gouvernement ». Vue sous cet angle, la défiance des gouvernés envers les gouvernants, que l'on a pu trop vite imputer à un antiélitisme de principe, apparaît comme la simple réplique de la défiance des gouvernants à l'égard des gouvernés.

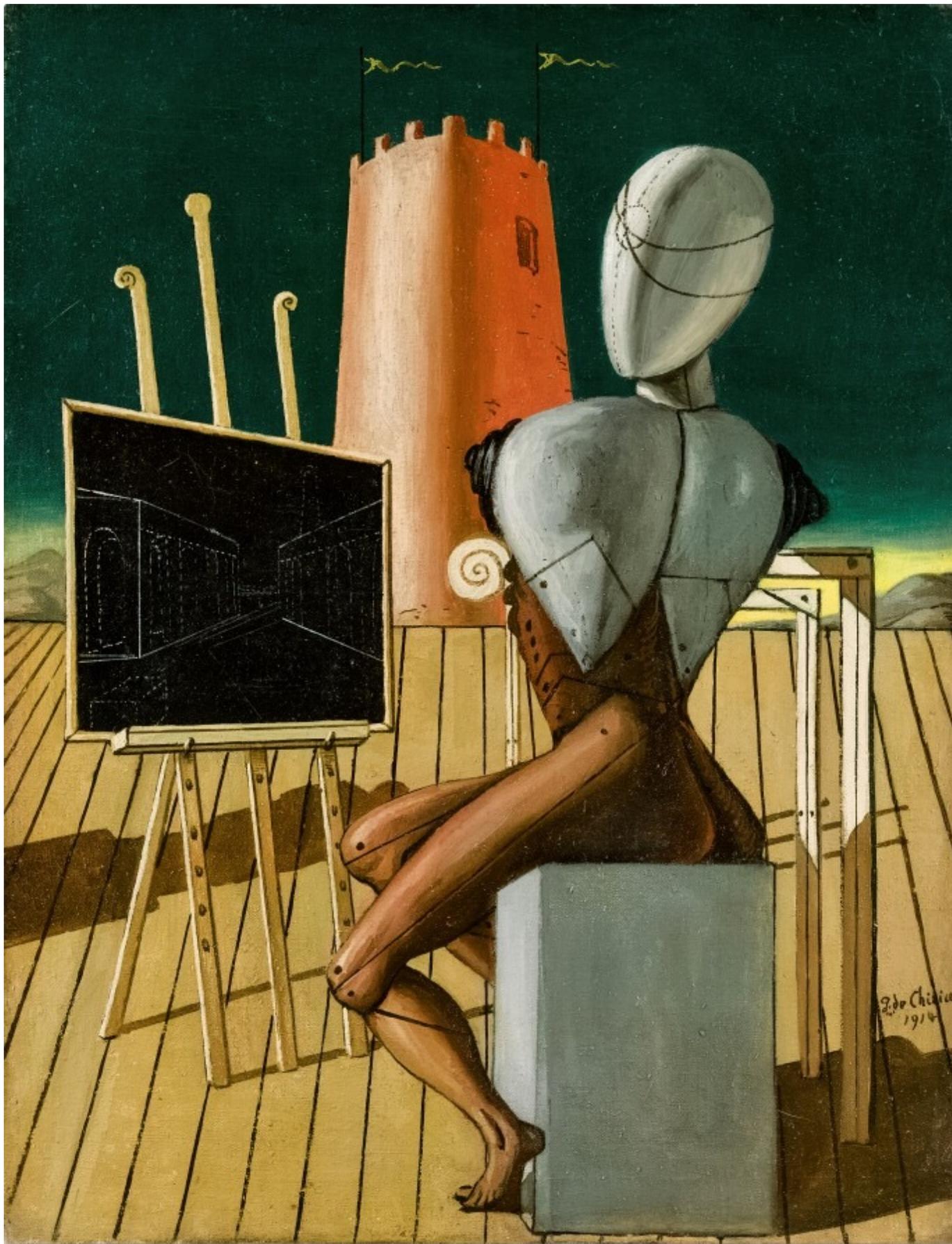
Sociologiquement, les « Gilets Jaunes » ne constituèrent pas, à proprement parler, une « classe » spécifique et identifiable. Au contraire, ceux qui allaient endosser le gilet jaune étaient ce peuple de la classe moyenne inférieure, petits entrepreneurs, commerçants, employés vivant dans la périphérie des villes ou dans l'espace rural. Mais le mouvement a aussi réuni des ouvriers, des chômeurs, des fonctionnaires ou des petits patrons.

Quand ils proclament *Nous sommes le peuple*, le mouvement déploie une redéfinition du corps social, en ce sens que les statuts préalablement distribués, qui légitimaient la domination, se sont trouvés contestés par un « être ensemble » dont le sens réside dans une prise de conscience de la part des « Gilets Jaunes » de leur condition d'invisibles et d'inaudibles, une condition partagée consistant à faire partie de *ceux qui ne sont rien*. Loin de se limiter à un refus de l'augmentation du prix des carburants, de la transition écologique ou une révolte antifiscale, le mouvement des « Gilets Jaunes » a pu incarner plus largement une rébellion de celles et ceux dont la parole, le statut, la visibilité, le droit à se faire entendre sont niés dans les faits. En s'opposant à ceux qui sont légitimés à s'exprimer politiquement,

les « Gilets Jaunes » se sont autorisés à construire des énoncés politiques sur l'injustice fiscale, territoriale et sociale en les inscrivant dans des cahiers de doléances. Loin de l'image de la foule haineuse, ce « cri du peuple » a fait émerger une resocialisation du politique, dans la mesure où la situation de reprise de parole et d'affrontement autour de la taxe carbone a créé les conditions sociologiques d'un surgissement de la politique, autant que d'une forme d'autonomie citoyenne se revendiquant comme résolument inclassable et délibérément irrécupérable.

Le mouvement des « Gilets Jaunes » a été une tentative d'ouvrir un espace politique (on le voit exprimé, par exemple, dans l'*Appel de Commercy, les 26 et 27 janvier 2019*). Ce ne fut pas un appel à révolutionner l'ordre politique établi, ce fut un appel à redéfinir et enrichir la vie de la démocratie à travers une démocratie plus interactive mais où il nous fallait aussi redéfinir le contrat social. Cette dimension, c'est celle d'une démocratie qui devrait se définir à partir de ce qui était au cœur des révolutions américaines et françaises au XVIII^e siècle : la recherche d'une société plus égale. Non pas seulement l'égalité au sens économique mais l'égalité au sens d'une société dans laquelle il y a véritablement une production de commun. L'*Appel de Commercy*, précisément, s'achevait par la célèbre phrase du *Discours de Gettysburg* du président Abraham Lincoln : *Le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple*. Non pas le pouvoir du peuple mais le gouvernement du peuple. La légitimité à gouverner et à être gouverné. En ce sens, les « Gilets jaunes » rappellent que la démocratie ne nécessite pas de *titres* à gouverner. Pour reprendre à nouveau les mots de Jacques Rancière : *La démocratie n'est ni un type de constitution, ni une forme de société. Le pouvoir du peuple n'est pas celui de la population réunie, de sa majorité ou des classes laborieuses. Il est simplement le pouvoir propre à ceux qui n'ont pas plus de titre à gouverner qu'à être gouvernés* (Jacques Rancière, *La Haine et la Démocratie*).

Le pouvoir, nous dit Michel Foucault, est le fruit d'une histoire, le soulèvement est intemporel. C'est parce que le soulèvement est intemporel qu'il est l'expression de la liberté. Liberté par rapport au pouvoir mais aussi liberté par rapport à soi-même, à son être dans le monde, à sa classe et son histoire. Liberté subjective et individuelle, et qui ne peut être que dans l'instant, car forcément la politique fera retour. Le peuple qui se soulève est comme le délinquant et le fou : il ne joue pas le jeu, il renvoie le pouvoir à la nudité de sa seule force. Le peuple n'est pas porteur d'un ordre nouveau (contrairement à la classe ouvrière pour les marxistes). Mais dans sa protestation, dans sa révolte, le peuple dit la vérité du pouvoir ou plutôt contraint le pouvoir à se dévoiler comme pouvoir (Michel Foucault, *Le sujet et le pouvoir*). ■



GIORGIO DI CHIRICO, *Three of a Kind*

ELEVER UN TEMPLE AUX VERTUS DÉMOCRATIQUES

Michel Constans

Comment évoquer la démocratie, aujourd'hui, sans intégrer le malaise politique profond de nos concitoyens, dont le ressenti, oscillant entre confiscation et impuissance, les amène à conclure qu'il n'y a plus d'engagement citoyen qui vaille ? Sans compter l'abandon progressif du projet de destin collectif propre à chaque Etat qui, dépossédé de sa souveraineté par la puissance d'empires économiques et financiers, aboutit à des incohérences politiques alimentant le désarroi de son opinion publique.

LIBERTÉ ET DÉMOCRATIE

Manifestement, l'illibéralisme l'a emporté, imposant aux démocraties de se limiter, désormais, à la garantie des libertés individuelles à défaut de gouverner le peuple par le peuple, base de la représentation institutionnelle. Désormais, les régimes politiques de nos vieilles démocraties font face à une profonde défiance, pour aboutir à une véritable crise de légitimité, notamment en Europe. A cela s'adjoint la disparition progressive de la vérité en tant qu'archétype fondamental du discours politique. En 1967, Guy Debord diagnostiquait la contamination à venir : *Un jour viendra où la vérité ne sera plus qu'un moment du faux (in La société du spectacle)*. Une vingtaine d'années plus tard, Jacques Derrida invitait les démocrates à reconnaître qu'ils ne vivront jamais dans une société démocratique dans la mesure où *tout concept politique opèrerait plutôt comme un concept de déconstruction du politique - au-delà du politique*. Faute de mieux, il envisageait *une démocratie à venir*, qui déconstruirait le politique pour le surpasser, en maintenant, bien entendu, les exigences de justice, de liberté, de fraternité et d'égalité. Vaste programme... Plus récemment (2014), Marcel Gauchet observait que : *Nous sommes de plus en plus libres à titre individuel mais cette liberté compte de moins en moins dans le façonnement du destin collectif. Nous avons de moins en moins de pouvoir collectivement parlant. C'est ce en quoi la démocratie perd son sens car elle est proprement la conversion de la liberté de chacun en pouvoir de tous. (L'avènement de la démocratie)*.

Ces trois exégètes s'inscrivaient dans une Histoire critique de la démocratie, poursuivant, ainsi, une préoccupation ancestrale héritée des philosophes romains

ou grecs, au bon temps où l'esclavage était de droit... ! C'est ainsi que Platon, dans *La République*, critiquant la démocratie, la qualifiait de régime politique instable dirigé par un peuple d'ignorants ; pour lui, le meilleur des régimes politiques était une aristocratie conduite par des philosophes éduqués, où le savoir et la raison domineraient.

POLITIQUE ET CRISE

La démocratie vise à libérer l'homme de toute contrainte mais, convaincue de pouvoir gérer tous les domaines sans tenir compte des concessions politiques passées, elle dédaigne tous les compromis passés, dont les séquelles subsistent au travers de carences politiques, à l'origine d'amalgames de la vérité avec l'erreur comme de la liberté avec la licence.

En comparant les *Constitutions* d'Etats démocratiques, on découvre qu'il n'y a pas de lien de causalité entre leurs systèmes institutionnels et la crise démocratique. Ainsi, la décentralisation de régimes parlementaires (Land, Province, Län, Région, Département *etc.*) aux modes de scrutins entièrement régionalisés n'améliore pas leurs indices de satisfaction, déjà meilleurs que les résultats français.

En Europe, les maçons ont toujours soutenu la genèse de régimes démocratiques, qu'ils soient présidentiel (France), parlementaire (Belgique, Espagne, Italie) ou directorial (Suisse). Certes le mutisme actuel des institutions maçonniques pourrait, en bien des circonstances, apparaître comme une neutralité ou, du moins, comme une molle indifférence devant les grands problèmes sociétaux actuels : les injustices et toutes les dérives politiques qu'il conviendrait de dénoncer publiquement lorsque l'on adhère aux valeurs d'un humanisme universaliste et laïc. Espérant que le nouveau G.*M.* du GODF, Nicolas Penin, parvienne à mettre en œuvre, d'ici la fin de son mandat d'un an (août 2025), son projet de gouvernance présenté au Convent de Lille ?

En France, la crise démocratique prend moins sa source dans le fonctionnement même de la V^e République que dans l'effondrement des dynamiques sociales à l'origine de la confiance ou de la défiance dans les institutions ; d'ailleurs, ce sont les déficiences de la mobilité sociale comme l'inaccessibilité aux lieux et hiérarchies

du pouvoir qui alimentent totalement la méfiance et le désintérêt des opinions publiques (gilets jaunes). Circonstance aggravante, depuis peu : aucune idéologie nouvelle ne semble en mesure de supplanter la démocratie, ni même simplement de se présenter comme une alternative possible, dans sa globalité.

DÉGRADATION ET DÉNOMBREMENT

Les derniers rapports internationaux font état d'un recul de la démocratie dans toutes les régions du monde, pendant les dix dernières années consécutives. Il y eut davantage de pays à connaître un recul net des processus démocratiques qu'une vraie amélioration. Cette situation illustre bien la sentence prémonitoire de Shakespeare : *Le monde est un théâtre où tous, hommes et femmes, n'en sont que les acteurs.*

Selon l'Institut pour la Démocratie et l'Assistance Electorale (IDEA, Stockholm), sur les 104 démocraties existant dans le monde, 48 sont en contraction, ayant enregistré des reculs significatifs ; seules 14 ont bénéficié d'une amélioration réelle de leurs critères démocratiques. Par ailleurs, entre 2016 et 2021, le nombre de pays évoluant vers l'autocratie dépassait de plus de 50 % le nombre de ceux évoluant vers plus de démocratie. La méthode utilisée pour établir le classement qualitatif des démocraties consiste à définir une liste de critères affectés d'un coefficient, tels que le respect des droits de l'homme, la gouvernance représentative des rapports de forces électoraux et partisans, une administration neutre et impartiale et le contrôle du pouvoir exécutif par des assemblées législatives élues lors de scrutins prévus dans une *Constitution*, enfin la séparation des pouvoirs (législatif, exécutif, judiciaire). Le cumul des notations détermine le niveau de la démocratie dans chaque Etat observé et sert de base aux comparaisons année après année.

Les partisans des politiques autoritaires gagnent du terrain partout dans le monde, ce que confirme l'enquête mondiale sur les valeurs, citée dans le rapport IDEA, qui relève le nombre croissant de citoyens soutenant un pouvoir politique fort, ne s'embarrassant pas d'instances représentatives ni d'élections : en 2009, 38 % des personnes interrogées trouvaient que c'était une bonne chose, pour passer à 52 % en 2021.

En Europe, si la démocratie inspire toujours et majoritairement les gouvernements, ses principes se sont détériorés dans plusieurs pays, selon les critères IDEA. Dans 17 pays, qui représentent 43 % des démocraties européennes, la démocratie s'est dégradée au cours des cinq dernières années.

ILLIBÉRALISME ET INITIATION

La mondialisation, par le jeu des forces du marché, a privé les Etats de la réelle maîtrise de leurs économies, affaiblissant *de facto* leur légitimité en s'emparant d'un

pouvoir, devenu vacant, sitôt remplacé par le développement de l'exclusion sociale comme variable d'ajustement d'une politique strictement capitaliste et financière. Or, comme l'écrivait Albert Camus, *le mythe de la production indéfinie porte en lui la guerre, comme la nuée, ou l'orage.*

Au même moment, le concept élitiste de *monde occidental*, soutenant l'universalité d'un modèle impérialiste, se désagrègeait dans la décolonisation, renvoyant tous les discours politiques ou économiques d'alors à la même injonction mercantile que l'idéologie légitimant le capitalisme.

Tout ceci était inévitable car contenu dans les gènes des démocraties, où la nécessité de convaincre implique fatalement de s'éloigner progressivement de la vérité puis de transformer le discours en fonction de son audience pour, au final, ne dire que ce que le peuple veut entendre. Aujourd'hui, l'aboutissement de ce long processus de dégradation du discours démocratique est l'apparition de concepts déclarant fondamentalement incompatibles la liberté et la démocratie en proposant de transformer les Etats en autant d'entreprises privées dirigées par une « élite ». J.D. Vance, candidat à la vice-présidence aux côtés de Donald Trump, propose, ouvertement, dans sa campagne électorale actuelle, de détruire la démocratie américaine : Il existe un moyen direct pour en finir avec la démocratie : élire un président qui s'engage à supprimer la Constitution. En face, Poutine, et d'autres l'ont déjà devancé en privatisant leurs présidences respectives.

Toutes les démocraties contemporaines font face aux mêmes défis : pour les relever, la conviction de tous leurs citoyens d'y avoir un rôle déterminant à jouer sera décisive. Auparavant et pour y parvenir, un réveil des consciences sera nécessaire pour que chacun admette que *la Cité est fondamentalement périssable et que sa survie dépend de nous*, comme l'écrivait Hannah Arendt. Logiquement, les Obédiences Maçonniques devraient s'en inquiéter, ne serait-ce que par leur appartenance à la société civile, dont elles ne sauraient s'exclure, car la démocratie ne va plus de soi, ses principes ayant perdu la pertinence nécessaire à un consensus fondamental, indispensable.

Auparavant, les FF.°.MM.°. devront réformer leurs modes de fonctionnement, comme l'organisation de leurs Convents, en tant qu'outils législatifs de démocratie interne. Ils mériteraient, par exemple, d'autres règles de prises de parole que : une loge, une voix, 15 secondes de formule de politesse, 45 secondes pour s'exprimer !!! Sans attendre, l'urgence est d'agir au sein de notre société, en s'appuyant, par exemple, sur notre pratique initiatique pour reconstruire, concrètement, le Temple d'une démocratie humaniste et inspirée....

Car, les valeurs, nos valeurs, n'ont d'existence réelle que dans l'action, surtout quand les temps changent et qu'émerge une nouvelle montée des périls... ■

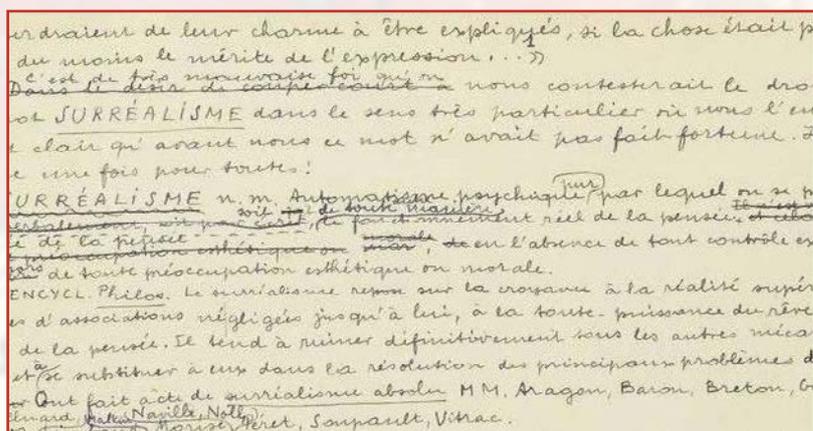


WILHEM FREDDIE

NOS SS.: ET NOS FF.: ONT VU... ONT FAIT...

Centre Pompidou Exposition « Surréalisme »

du 4 septembre 2024
au 13 janvier 2025



Conçue à la façon d'un labyrinthe, l'exposition « Surréalisme » est une plongée inédite dans l'exceptionnelle effervescence créative du mouvement surréaliste, né en 1924 avec la publication du *Manifeste* fondateur d'André Breton.

Associant peintures, dessins, films, photographies et documents littéraires, l'exposition présente les œuvres des artistes emblématiques du mouvement (Salvador Dalí, René Magritte, Giorgio de Chirico, Max Ernst, Joan Miró) mais aussi celles des surréalistes femmes (parmi lesquelles Leonora Carrington, Ithell Colquhoun ou Dora Maar).

À la fois chronologique et thématique, le parcours est rythmé par 14 chapitres évoquant les figures littéraires ayant inspiré le mouvement (Lautréamont, Lewis Carroll, Sade...) et les principes poétiques qui structurent son imaginaire (l'artiste-médium, le rêve, la pierre philosophale, la forêt...).

Au cœur de l'exposition, un « tambour » central abritant le manuscrit original du *Manifeste*, prêt exceptionnel de la Bibliothèque Nationale de France. Une projection multimédia accompagne la découverte de ce document unique, éclairant sa genèse et son sens.

RAPPEL

Les menaces environnementales apparaissent de plus en plus comme des réalités de notre vie de tous les jours. Il n'est plus possible de le contester : les équilibres planétaires sont en train de se rompre ; les équilibres sociétaux sont également bouleversés.

Quel impact sur notre humanisme et notre spiritualité tant personnelle que collective aura cette situation ?
Quelles réflexions, quelles ambitions avoir en tant que Francs-Maçons ?

Journée de réflexion

le samedi 12 octobre 2024 de 9h à 18h

3 Rond-point des Acacias, Lille-Ronchin (locaux de la GLDF)

Inscription : <https://www.helloasso.com/associations/le-cercle-de-l-acacia/adhesions/>
environnement-societe-humanisme-spiritualite

Contact : conference2413@orange.fr

Les Irréductibles

Collectif coordonné par Patrick Houque.

Comité de rédaction : Michel Constans, Emile Destriez, Danielle Egido, Barbara Julien, Patrick Lepetit, Brigitte Matton, Agnès Molon.

Courrier à adresser à patrick.houqueneuille@sfr.fr – © Tous droits réservés